CHRONIQUE LOCALE.

Les prudentes fourmis avaient bien raison de se creuser sous terre de profondes retraites, afin d'y passer chaudement l'hiver; l'hiver, en effet, a été rude, et l'État de siége, ce dieu bienfaisant et tutélaire qui répand, au dire de certaines personnes, la joie sur tous les fronts, la paix dans tous les cœurs, l'abondance dans toutes les poches; ce dieu qui décrète si facilement des choses si difficiles, l'état de siége n'a pu nous préserver des rigueurs inaccoutumées de janvier, il n'a même pu nous délivrer rapidement des amas de neiges fangeuses dont un dégel intermittent nous a gratifiés. Tout ce que le général qui préside à nos destinées a pu faire pour égayer le cloaque glacé de Lyon, a été de promettre un bal travesti dans son hôtel de la rue Boissac. Le bal sera brillant et le 2 mars une date illustre.

Déjà les rédacteurs des grands journaux de la localité ont taillé leur plume et préparé l'entrefilet suivant qui, sans être précisément neuf, ne manque jamais son effet : « La fête brillante, si généreusement offerte par le brave général auquel notre ville « doit tant de reconnaissance, laissera un long souvenir non seulement dans l'esprit « de ceux qui y ont assisté, mais encore dans le cœur des pauvres qui en ont eu « leur bonne part. De nombreux achats, de nombreuses commandes avaient été faites « pour cette soirée vraiment féérique. Tout le commerce de notre ville s'en est « heureusement ressenti ; l'argent a circulé de l'atelier de la modiste à celui de la « tailleuse ; il faut le dire, une telle fête est née d'une inspiration patriotique, c'est « de la belle et bonne économie politique en action, cent fois préférable à toutes les « utopies désorganisatrices de nos réformateurs insensés, etc., etc. »

J'en étais là, lorsque, pour me hausser l'esprit, j'entr'ouvris le livre de la *Douleur* de notre théosophe lyonnais Blanc Saint-Bonnet, lequel livre se trouve chez Michelsen à Leipzig, ainsi que cela est écrit sur la couverture, et j'y ai lu les lignes suivantes, qui m'ont semblé contredire la théorie en usage auprès des grands journaux, et que j'abandonne à leurs méditations: « Lorsqu'un peuple attire les forces de la production « sur les objets de luxe, il accroît d'autant sa pénurie. Les richesses de vanité et de « superfluité sont la destruction de la nature humaine, il y a le capital qui corres- « pond à la production des objets de nécessité et celui qui correspond à la produc- « tion des objets de superfluité. Eh bien ! le second est autant de dérobé au premier, « c'est-à-dire que le luxe est autant de dérobé sur le pain. »

Ceci est peut-être vrai à Leipzig, mais non à Lyon. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas

nous qui critiquerons le général Gémeau à l'occasion de son bal ; sans être de ceux qui affectent une confiance aveugle en l'avenir, nous avons cette faiblesse de ne croire ni à la fin de la civilisation, ni à la fin du monde. Notre républicanisme ne va pas non plus jusqu'à nous faire haïr les fleurs et les rubans ; car notre idéal n'est pas du brouet noir au fond d'une écuelle de faïence.

Nous sommes bien plutôt disposé à féliciter le général de sa galante initiative, qui a pour nous le mérite d'un acte de courage, car, enfin, le général a le courage de faire danser à la barbe du Socialisme, ce qui nous semble encore plus dangereux que de danser sur un volcan. On se souvient pourtant que M. Salvandy trouvait ce dernier exercice passablement téméraire. Mais rien n'a arrêté le général ; il sait que le Socialisme enfermé dans la cage de l'état de siège dont il a les clefs, ne fera pas même entendre le plus léger grincement de dents ; il verra, sans s'irriter, s'agiter devant lui, à travers les barreaux, l'ironique drapeau du plaisir, et il entendra sans s'émouvoir les fanfares des nuits joyeuses.

Le bal du général Gémeau, comme témoignage de la sécurité que les circonstances présentes lui inspirent, sera d'un bon effet moral, et mérite qu'on s'en prévale comme d'un acte politique. Qu'est-ce qu'une bataille perdue, demandait Joseph de Maistre à un militaire aguerri ? C'est, répondit le militaire, une bataille qu'on croit perdue. Le général Gémeau aura fait une réflexion semblable et il se sera dit : plutôt que d'avoir l'air de toujours trembler, ne serait-il pas plus habile de se montrer rassuré et confiant ?

Si, comme nous avons tout lieu de le penser, c'est cette considération qui a suggéré au général l'idée de donner un bal retentissant, — et nous avouons que, dans la très-haute position que le général occupe, il nous serait difficile d'admettre qu'il n'eût pas mesuré toute la portée politique et morale de la fête qu'il prépare — nous nous permettrons de lui adresser les humbles remontrances suivantes : « Général, lui dirons-nous, nous sommes heureux d'accepter de vous l'augure que la paix est maintenant solidement établie à Lyon ; la fête brillante du 2 mars en est le signe et le gage. Tous les souvenirs de discorde sont éteints. Les lustres qui s'allument dans vos salons, les fantômes riants et parés qui le traversent au bruit cadencé de l'orchestre nous avertissent assez que la guerre civile est loin de nous ; pourquoi donc maintenir l'état de siège ? Il est aujourd'hui en contradiction avec votre propre pensée, avec la sécurité que votre fête nous prêche, que votre bal nous enseigne. Tôt ou tard, l'état de siège sera levé à Lyon ; l'état de siège n'est pas, Dieu merci, éternel ; or, il peut être levé, soit à l'occasion d'un changement de ministère, soit à l'occasion d'un conflit entre le Président et l'Assemblée, soit à l'occasion d'un volte-face politique qui, s'il n'est pas très-prochain, est très probable. Il y a, vous le savez, des bruits singuliers qui circulent périodiquement, s'accréditent pendant quelques

jours et meurent ensuite, pour renaître le mois suivant. Ils ont une raison secrète, un motif caché. On a beau les nier, les démentir, ce vieux proverbe : *il n'y a pas de feu sans fumée* est surtout vrai en politique ; soyez-en sûr. Or, qu'arrivera-t-il, le jour où l'état de siège sera ainsi brusquement levé, en même temps que le système politique sera modifié ; il arrivera que le déchaînement de ce que vous craignez le plus, de la presse sera plus véhément et que la propagande redoutée par vous sera plus active, en même temps que l'autorité sera plus timide et plus hésitante à réprimer. »

Ce passage subit de la compression à la liberté aura pour premier effet d'accroître l'audace des partis. Ils useront de la liberté comme d'une victoire ou d'une revanche, et comme dans les hautes régions officielles, le système politique nouveau ne sera pas complètement déterminé, le bras de la justice ordinaire vacillera. En levant l'état de siège aujourd'hui, la transition sera régulière, l'action des lois facile, et, à supposer que certaines gens, l'état de siège étant levé aujourd'uui, en conservent quelques appréhensions, on peut leur affirmer que ces appréhensions leur épargneront de plus grandes terreurs dans l'avenir.

Nous raisonnons ici au point de vue des gens qui, sacrifiant tout au présent, n'ont que des bénédictions pour l'etat de siège, au point de vue de leur seul intérêt ; nous n'invoquons ni le droit, ni la Constitution, ni la raison, ni la justice politique. Tout cela a été, d'un commun accord, voilé par les partis. Tel ardent libéral qui, avant Février, aurait crié à la tyrannie pour une chiquenaude donnée à son voisin, prend plaisir à lui voir administrer la bastonnade; le principe d'autorité a tant besoin d'être fortifié et réhabilité !

Ainsi, le général Gémeau a fait fermer, dans le courant de ce mois, une vingtaine de cafés, tant à Lyon que dans la banlieue. Qui s'en est ému? Personne. Un café qui se ferme sans que son propriétaire soit traduit en justice, sans qu'on prenne le soin de lui en dire la raison, quoi de plus simple ! Vaut-il donc la peine de s'en inquiéter? l'état de siège n'a-t-il pas les pouvoirs les plus étendus ? n'est-il pas irresponsable? En vérité, la conscience publique s'altère ! Ce n'est pas que nous trouvions exorbitant que l'autorité ferme un établissement, s'il s'y commet des délits ; ce que nous trouvons exorbitant, c'est qu'il n'y ait ni jugement qui constate un délit, ni condamnation qui punisse le coupable, s'il y en a. On aura beau dire, ce n'est pas là de l'ordre, c'est la négation même de la civilisation.

Il serait digne du général Gémeau de faire comprendre au Gouvernement qu'il est temps de rentrer dans les voies légales ; mais, à parler franchement, nous avons peu d'espoir d'être écouté ; il paraît même que, dans une de ses dernières visites au Cercle du Commerce, le général a ouvertement déclaré que l'ère des rigueurs salutaires ne faisait que commencer et que le Gouvernement en était à se repentir de sa clémence, de sa modération. Qu'est-ce donc que l'état de siège nous réserve? Tous les

journaux de notre ville, quelles que soient leurs nuances, s'entendent pour chanter en chœur les bienfaits de l'état de siège et pour implorer sa durée ; ils ont sans doute de bonnes raisons pour que cet état de choses se prolonge ; le *Courrier de Lyon* en profite pour imprimer des correspondances dans le genre de celle-ci : » *On pense que la population parisienne pourra bien être arrivée au marasme politique vers la fin de février, et qu'il n'y aurait pas grand inconvénient à passer alors le Rubicon. Ainsi donc, à l'anniversaire de la République le grand assaut qu'on appelle le 18 brumaire...* » Est-ce clair ? comme disait jadis M. de Broglie, c'est de l'insurrection de bonne compagnie, de la sédition à talons rouges ! Elle crie : vive l'Empire ! mais, ainsi que l'affirmait encore le *Courrier*, ce cri signifie vive l'ordre ! Ce qui nous fait trembler, c'est que le *Courrier* n'est pas un journal sans conséquence ; depuis qu'il a passé, enseignes déployées dans le camp napoléonien, il est revêtu d'un caractère quasi-officiel. Son ancien patron, M. Clément Reyre est aujourd'hui secrétaire général de la préfecture de police ; l'écho du mot d'ordre donné par M. Carlier peut bien nous être de temps en temps transmis par M. Jouve. Nous n'avons qu'à nous bien tenir.

Nous attendons avec une certaine impatience cette terrible date du 24 février et nous devrions nous montrer d'autant moins rassuré que le *Dix Décembre*, autre journal napoléonien, teinté de Socialisme, nous a annoncé, pour ce jour-là une manifestation d'un autre couleur, un 18 brumaire par en bas. Et, en même temps, la police diplomatique a pris soin de nous informer, par la voie des correspondances étrangères, que tous les révolutionnaires de l'Europe avaient choisi ce formidable anniversaire pour inaugurer avec éclat le carnaval démagogique prédit par Proudhon.

Si cet ajournement donné à l'émeute ou aux coups d'état, pour le 24 février, était le premier, nous nous en inquiéterions peut-être ; peut-être nous demanderions nous avec anxiété : que va-t-il sortir de cette nouvelle révolution ? l'empire ? l'orléanisme ? la légitimité ? mais nous commençons à être blâsé sur le chapitre des prophéties politiques. Ce genre d'émotion nous laisse froid. Nous ne nous faisons pas le loup plus grand qu'il n'est en réalité ; et fût-ce le Socialisme en personne qui se présentât devant nous, orné de tous les attributs que lui prêtent les poëtes de la peur, nous estimons que le meilleur parti à suivre serait encore de le regarder en face, car nous nous souvenons d'avoir lu dans un ancien livre d'histoire naturelle, que si le crocodile, auquel on compare ordinairement le Socialisme, est très-audacieux avec les fuyards, il est très-timide avec les audacieux.

Il semble qu'à l'annonce d'un changement à vue sur la scène politique, chaque parti devrait se dessiner avec plus de relief, chaque opinion se préparer à la lutte ; c'est le moment où les drapeaux doivent flotter aux vents, montrer leurs devises en pleine lumière. Il n'en est rien. On répète que nous vivons sous un régime tran-

sitoire, et surtout on s'étudie à le faire croire; on s'écrie que les forces de la France s'énervent dans cette situation précaire : on ne veut à aucun prix prendre la Constitution au sérieux, et cependant nul parti n'ose se porter héritier direct et immédiat de la République. C'est aux événements qu'on prétend s'en rapporter, c'est le hasard qui décidera ! singulière abdication de la volonté et des convictions !

Vous avez, à Lyon, trois journaux appartenant à des opinions différentes, séparés par leur passé, distincts par leurs tendances. Leur langage est pourtant, à peu de chose près, identique. Tel jour la *Gazette de Lyon* vous semblera aussi sincèrement napoléonienne que le *Salut Public* ou le *Courrier*, et tel jour le *Courrier* ne se distinguera en rien des opinions légitimistes. L'immense et perpétuelle préoccupation des directeurs de la pensée publique ou, pour parler plus exactement, de ses serviteurs, est de se tenir à l'embranchement de tous les chemins qui peuvent mener hors de la République. Cette dissimulation politique est peu glorieuse, et à supposer même que la victoire appartînt un jour à ceux qui l'érigent en système, elle paralyserait entre leurs mains tous les profits de leur victoire, et en rendrait peut-être l'usage impossible.

L'opinion napoléonienne qui est, à proprement parler, sans parti, est pourtant celle qui se fait jour avec le plus d'audace. D'hommes vraiment dévoués à l'idée impérialiste et ayant foi à cette idée,à sa valeur,à son avenir, il n'y en a pas. Elle ne s'appuye que sur certaines rancunes qui sont pressées d'en finir avec la République, et à qui l'ostracisme de tout républicain, quelle que soit sa date ou sa nuance, ne suffit pas; elle s'appuye aussi sur les ambitions faméliques, auxquels le spectacle de nos révolutions a enseigné que tout pouvoir nouveau a son jour de largesse, et que, pour en avoir sa part, la grande affaire est de se lever matin.

L'opinion napoléonienne a essayé ici une manifestation sans importance, mais qui, si elle eût réussi, aurait pris, dans l'imagination des intéressés, les proportions d'un grand évènement. Nous voulons parler de la souscription en faveur d'une statue équestre de Napoléon, — il s'agit de l'oncle, — destinée à être élevée dans le quartier de Perrache. Certes, nous ne voulons pas dire que les promoteurs de cette souscription aient eu autre chose en vue que l'embellissement d'un quartier de notre ville ; non, cette statue n'est pas une lourde réclame en bronze, nous le croyons sans peine. Toutefois, est-il injuste de penser que, sans le vouloir sans doute, les entrepreneurs de cette souscription servaient l'idée impérialiste, et que ce cheval cache dans ses flancs quelque chose qui n'est pas précisément l'amour et la défense de la République.

Nous ignorons si la souscription a été fructueuse et si *le peuple et l'armée*, comme dit l'affiche, ont spontanément répondu à l'appel qui leur était fait ; nous avons quelque raison d'en douter. On n'a pas reculé devant la souscription à domicile,

et puisque les offrandes tardaient à venir, on a imité Mahomet, on est allé vers les offrandes ; on a sonné aux portes, d'étage en étage ; qui donc a pu se refuser à souscrire ?

Ce qui nous a donné à penser que le public était en train de lésiner avec Napoléon, et qu'il lui marchandait avec ténacité sa statue équestre, c'est la lecture de grandes affiches où le grand nom de Napoléon était accolé à celui de Musard ; ô misérable enchère de la gloire ! il a fallu, pour stimuler le zèle du souscripteur, distribuer en primes des billets pour le bal du Colisée ! Musard a été mandé, et Musard s'est laissé attendrir en se rappelant qu'il avait mérité ce surnom de Napoléon du quadrille ; c'est maintenant celui-ci qui protége celui-là. L'apothéose aura lieu, au Colisée, entre une polka et un galop. Il n'y aura pas de bassins à la porte.

O grand homme ! voilà ce que nous faisons de ta gloire, de ton nom, de ce nom qui sert de ralliement à tous les mondes, car tous les mondes, quelle que soit la langue qu'ils parlent, le comprennent et le glorifient. Vingt ans avaient suffi pour que ton règne devînt une tradition ; tu avais la poésie sacrée des choses antiques, ce demi-jour de l'histoire qui grandit les héros ; nous ne sommes plus occupés qu'à te rendre prosaïque comme nos pensées et haïssable comme nos ambitions. On traîne ta grande ombre dans les carrefours ; elle est condamnée, pour le besoin de quelques intrigues, à faire la parade sur les tréteaux de la politique. On exploite ta cendre et on fait de ta tombe un piége à loup, pour que la liberté y trébuche. Pauvres abâtardis que nous sommes, nous admirons non pas la lumière de ton soleil, mais ses taches ; c'est l'organisation de ta police qui nous ravit. Nous bornerions volontiers nos vastes désirs à la faire revivre avec ses délations et ses vilenies. A tes compagnons d'armes, nous préférons Fouché, et quand nous avons, comme toi, maudit et conspué l'idéologie et les idéologues, nous croyons te ressembler ; tu dois bien rire, toi qui sais maintenant que c'est l'idéologie qui t'a vaincu.

Au surplus, cette sorte de renaissance impérialiste qui nous menace nous étonne peu. C'est la fortune de toutes les idées, de tous les principes, de tous les grands faits qui ont vivement frappé l'imagination du monde d'avoir leur heure de renaissance ; heure rapide et le plus souvent inféconde. Les sociétés, comme les individus, sont quelquefois obsédées de rêves et de souvenirs ; on peut revoir encore les choses mortes, mais seulement à l'état d'apparition et de spectre.